

Bruxelles, le 17.2.2015  
C(2015) 1236 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 17.2.2015**

**relative à la mesure individuelle d'appui en faveur de République démocratique du  
Congo à financer sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17.2.2015

**relative à la mesure individuelle d'appui en faveur de République démocratique du Congo à financer sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement du Conseil (UE) n° 566/2014 du 26 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 617/2007 en ce qui concerne l'application de la période de transition entre le 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) et le 11<sup>e</sup> FED, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> FED<sup>1</sup>, et notamment l'article 9 de son annexe,

vu le règlement du Conseil (UE) n° 567/2014 du 26 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 215/2008 portant règlement financier applicable au 10<sup>e</sup> FED, en ce qui concerne l'application de la période de transition entre le 10<sup>e</sup> et le 11<sup>e</sup> FED, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> FED<sup>2</sup>, et notamment l'article 26 de son annexe,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel (PIN) pour la période 2014-2020<sup>3</sup> dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures. Le point 6.1 établit comme mesure d'accompagnement de la programmation une Facilité de Coopération technique (FCT).
- (2) La mesure financée au titre du mécanisme de transition du FED vise à garantir la mise en œuvre du processus de programmation et de formulation du PIN 11<sup>e</sup> FED, et à poursuivre l'appui apporté à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement par le biais de programmes de développement pertinents financés par le FED, ainsi qu'une meilleure maîtrise des questions de développement par les acteurs en République démocratique du Congo.
- (3) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>4</sup> applicable en vertu de l'article 26 de l'annexe du règlement (UE) n° 567/2014.
- (4) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1, de l'annexe du règlement (UE) n° 567/2014, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour

<sup>1</sup> JO L 157 du 27.5.2014, p. 35.

<sup>2</sup> JO L 157 du 27.5.2014, p. 52

<sup>3</sup> Décision C(2014) 3904

<sup>4</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.

- (5) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, de l'annexe du règlement (UE) n° 567/2014.
- (6) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (7) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE<sup>5</sup>,

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### **Adoption de la mesure**

La mesure individuelle d'appui en faveur de République démocratique du Congo à financer sur le mécanisme de transition du FED, présentée en annexe, est approuvée.

— La mesure comporte l'action suivante :

Annexe : Facilité de Coopération technique

#### *Article 2*

##### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 10 000 000 EUR, et est financée sur le mécanisme de transition du FED.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

#### *Article 3*

##### **Modalités de mise en œuvre**

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

#### *Article 4*

##### **Modifications non substantielles**

---

<sup>5</sup> JO L 247 du 9.9.2006, p. 32.

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les extensions de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond visé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter des modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 17.2.2015

*Par la Commission*  
*Fernando Frutuoso de Melo*  
*Directeur général*